



## Déclaration de rentrée de l'UFAS

### L'UFAS signe une rentrée combative

La rentrée s'annonce très difficile tant pour nous tous citoyens que pour notre secteur d'intervention. L'UFAS entend cependant être à l'offensive.

Le Président de la République, en dissolvant l'assemblée nationale, a plongé le pays dans un maelström sans nom. Les Français se sont mobilisés et ont voté largement pour le Nouveau Front Populaire. Malgré cela, le Premier ministre nommé symbolise une fois de plus un déni de démocratie cher à ce président – pour rappel, son gouvernement a passé précédemment l'ensemble de ces mesures, dispositifs et budgets par 49-3. Le gouvernement enfin nommé confirme nos craintes : l'UFAS n'attend aucune avancée en termes de réponses aux besoins du peuple. Penser à la création d'un ministère de l'immigration laissait présager du pire. Les annonces du ministre de l'Intérieur ne peuvent que nous inquiéter. Une fois de plus, les étrangers sont à l'amende, d'ailleurs la suppression de l'aid médicale d'État a été évoquée. La politique de clivage des différents groupes sociaux est à l'honneur servant le néolibéralisme actuel. Pendant l'été, l'ancien gouvernement a poursuivi sa casse, le travail sur les décrets concernant la loi plein emploi est sorti. Les plus précaires sont aussi dans le collimateur de la puissance publique. Nul doute que la lutte contre les exclus va se poursuivre : l'exclusion ne représentant pas une fin en soi dans cette course à la réduction du déficit public. Le gouvernement se fait le parangon de la chasse aux sorcières que sont les pauvres et les étrangers prêtant main forte au rassemblement national dans ce combat. Des scènes de racisme ordinaire fleurissent partout sans que personne ne s'en émeuve, ce qui rend la France indigne. C'est malheureusement la nouvelle donne européenne, mais également mondiale, suite aux inégalités croissantes, conséquence du capitalisme où les plus riches exploitent à bas bruit les plus pauvres et détournent l'attention en créant des boucs émissaires.

Le budget n'est pas voté et tout comme les réformes récentes – chômage et autres – il est à craindre une diminution des attributions financières pour notre secteur, portée par une politique de droite dure :

De l'ONDAM – objectif national des dépenses d'assurance-maladie – concernant le projet de loi de finances de la sécurité sociale – PLFSS – dans un but d'économie.

De la dotation globale des collectivités qui apparemment seraient dispendieuses d'après Bercy,

Des crédits d'État concernant l'exclusion, dont les CHRS.

Cette baisse serait catastrophique pour nos établissements, nos salariés et les personnes accompagnées. La CCUE voulue par les gouvernements successifs devrait enfoncer le clou de salaires individualisés au regard des critères classants et de la fin de la qualification. SERAFIN-PH semble être la solution d'une tarification bien ajustée à l'acte d'après l'inspection générale des finances (IGF) et à moindre coût par rapport aux financements actuels, mais une catastrophe pour les prises en charge des plus vulnérables. Il y a une différence entre le travail prescrit et tarifé ! Enfin, la vision gouvernementale de l'inclusion avec pour seul objectif le renvoi puis le maintien des personnes vulnérables à domicile à travers la désinstitutionnalisation, représente la solution XXL en termes d'économies.

La déqualification est également un moyen probant de réduire la voilure financière : en protection de l'enfance, le recours aux assistants familiaux, peu et mal rémunérés au regard de l'engagement de leur métier, est aujourd'hui privilégié par les conseils départementaux. Nous constatons également la création de nouvelles formes d'accueil type lieux de vie définies par un cadre de garanties et de financement minimalistes qui malmène personnes accompagnées et salariés. La validation des acquis de l'expérience – VAE – est ouverte généreusement à qui le veut, bénévoles, parents d'enfants ou adultes handicapés ou exclus, personnes vulnérables visées par la loi plein emploi, et ce, renforcé par le découpage des métiers en blocs de compétences dont la certification





assure un bout de diplôme encore que... Les employeurs, à la peine en matière d'embauches, feront moins la fine bouche concernant les candidats ayant certifié un voire deux blocs de compétences au regard d'une classification basée sur des critères subjectifs liés à des emplois qu'ils auront eux-mêmes définis avec l'appui de la puissance publique. Pair-aidance, aidants familiaux et bénévolat sans réflexion ou articulation avec le travail professionnel participent du processus renvoyant le travail social au XIX<sup>ème</sup> siècle quand il relevait des œuvres caritatives.

Le Ségur généralisé n'est toujours pas de mise, et ce, dans de nombreux établissements, les conseils départementaux et régionaux ayant mentionné lors de leurs AG respectives qu'ils n'avaient pas été invités à la négociation par l'État et que, sans compensation financière, ils refusaient de le financer. Ainsi les professionnels des établissements publics du département, les formateurs et personnels des centres de formation et d'autres sont privés de Ségur malgré les engagements de la puissance publique ! Une pétition circulera sur le sujet dénonçant la forfaiture.

L'UFAS entend donc dénoncer la destruction de notre secteur sous des motifs fallacieux dans toutes les instances où elle est mandatée, aux différents échelons territoriaux, et appelle à se mobiliser pour défendre salariés et personnes accompagnées, « **TOUS DANS LA RUE** » le 1<sup>er</sup> octobre. Le congrès de l'UFAS en octobre sera à ce titre significatif en termes de propositions de luttes.